

Une famille française demande la justice à Israël

Description

Par Ali Abunimah, le 13 Janvier 2021



Le hacker Gregory Chelli dit Ulcan recherché en France dans le cadre de l'enquête concernant la mort de Thierry Le Corre, s'adonne à ses nombreux hobbies tout en vivant dans un luxueux appartement en Israël avec vue sur la mer. ([via Instagram](#))

Alors qu'il profite de ses journées de détente sur une plage israélienne, le hacker sioniste Ulcan a aussi repoussé pour l'instant tout rendez-vous avec la justice dans son pays d'origine, la France.

Mais la famille de l'une de ses victimes présumées reste déterminée à obtenir gain de cause devant le tribunal.

En juin 2019, un juge de Paris a [ordonné le jugement d'Ulcan](#), de son vrai nom Gregory Chelli, pour un canular qui aurait causé la mort de Thierry Le Corre, le père du journaliste Benoit Le Corre, en 2014.

Gregory Chelli a terrorisé la famille Le Corre en reprises aux [reportages](#) de Benoit Le Corre sur lui. La situation est aggravée avec un faux rapport de Chelli à la police qui a déclenché un raid armé au domicile des Le Corre.

Les procureurs affirment que le stress et le choc causés par les actions de Chelli ont provoqué la crise cardiaque qui a coûté la vie à Thierry.

Le 16 décembre, la Cour de cassation, la plus haute juridiction pénale française, a [annulé](#) l'ordonnance de première instance.

La Cour a [décidé](#) qu'en raison d'une erreur la délivrance d'un mandat d'arrêt avant de déterminer si l'accusé était prêt à se présenter au tribunal pour faire face aux accusations la juridiction inférieure devait désormais reprendre certaines procédures avant de passer au jugement.

Cette décision n'affecte pas la demande d'extradition de juillet 2015 envoyée aux autorités israéliennes. La France a exigé que Chelli soit renvoyé chez lui pour faire face à des dizaines d'accusations liées à ses attaques de piratage.

Cette demande d'extradition reste valable.

« Un crime d'État » tant à

Antoine Comte, l'avocat de la famille Le Corre, a qualifié l'arrêt de la Cour de cassation de détail technique.

« L'affaire n'est pas terminée du tout », a déclaré Comte à *Electronic Intifada* par téléphone depuis Paris.

« Bien sûr, il est très triste pour la famille à ce stade d'attendre encore avant que cette personne soit jugée », a ajouté M. Comte.

« Chelli, que ce soit par contumace ou en France, devrait être jugé devant un tribunal pénal parce que ce qu'il a fait est un crime et que c'est un crime d'État ».

Pendant que les rouages juridiques se mettent en place, Chelli passe ses journées dans un [appartement luxueux avec vue sur la mer](#) à Ashdod, [en profitant du jacuzzi sur le toit](#), à poster des photos de [lui-même et de ses chiens](#) sur Instagram et à s'adonner à ses nombreux passe-temps, notamment à [faire du VTT](#) et du [buggy de plage](#), à [faire voler des modèles réduits d'avions](#), faire des courses de [voitures commandées](#) et [fumer de l'herbe](#).

Chelli est [accusé d'une série de canulars](#) qui ont conduit la police à faire de violentes descentes dans les maisons innocentes des attaques nommées « [swatting](#) » qui [peuvent s'avérer mortelles](#).

Son attaque la plus notoire a visé la famille Le Corre.

Les actions de Chelli étaient des représailles suite au [reportage](#) de Benoit Le Corre pour la publication *Rue89* sur les attaques de Chelli contre les sites web pro-palestiniens.

En juillet 2014, Chelli, se faisant passer pour un policier, a appelé les parents de Benoît Le Corre pour leur dire que leur fils avait été poignardé à mort cause d'un de ses articles.

Après cet incident bouleversant, Benoît a espéré que Chelli serait satisfait de sa vengeance.

« Vous vous dites, OK, il a passé son coup de fil. Maintenant, ils sont avertis. Vous espérez que ça ira pas plus loin », se souvient Benoît dans un [documentaire de 2020](#) diffusé par la télévision publique canadienne Radio-Canada.

Mais Chelli ne s'est pas arrêté là.

« Il a continué à m'appeler pour me dire, changez de journal, changez d'article », raconte Benoît.

« Récitez-le ou on va continuer à pirater le site de *Rue89* et on va vraiment tout foutre en l'air dans votre famille. »



Le journaliste Benoit Le Corre dans une capture d'écran tirée d'un documentaire de Radio-Canada de 2020 sur Gregory Chelli. Chelli est recherché en France en relation avec la mort du père de Benoît, Thierry.

Appel mortel

Quelques jours après son appel aux parents de Le Corre, Chelli a appelé la police en se faisant passer pour Thierry, le père de Benoît, affirmant avoir tué sa femme et son fils et menaçant de se livrer à un carnage.

Chelli a fait croire à la police que l'appel provenait du domicile des parents de Benoît. Mais, selon le récit de Benoît, quand la police a rappelé, il n'y a pas eu de réponse : ses parents avaient éteint leur ligne fixe pour pouvoir dormir sans être harcelés.

Mais, au lieu de cela, la police a fait une descente dans la maison au milieu de la nuit. Le couple a été entouré d'officiers avec des armes à feu dégainées, alors que la police faisait une descente dans la maison.

Quelques jours plus tard, selon Benoît, ses parents ont décidé de prendre des vacances pour se remettre du stress qu'ils avaient subi. Mais, le premier jour de leurs vacances, Thierry Le Corre a eu une crise cardiaque qui l'a plongé dans le coma et devait s'éteindre le dernier jour de septembre 2014, à l'âge de 56 ans.

Thierry était un [ancien élu](#) de Le Mée-sur-Seine, une municipalité située à environ 50 km au sud de Paris.

Un [hommage](#) a souligné que l'église Notre Dame de Melun, où s'est tenu l'office de Thierry, était trop petite pour accueillir tous les endeuillés. L'ensemble du conseil municipal et une vingtaine de journalistes de *Rue89* ont assisté aux funérailles.

Suite au décès de Thierry Le Corre, le parquet de Paris a [ouvert une enquête](#) contre Chelli pour [violences volontaires ayant entraîné involontairement la mort](#).

Ce chef d'accusation est à lui seul passible d'une peine pouvant aller jusqu'à 15 ans de prison.

Une enquête médicale, [publiée](#) en partie par *Rue 89*, a déclaré que la maladie mortelle de l'ancien Le Corre découlait des conséquences d'un incident traumatisant, preuve d'un lien avec le harcèlement de la famille par Chelli.

La France doit agir

Malgré l'arrêt de la Cour de cassation, Chelli est toujours confronté à une demande d'extradition active de la France à laquelle Israël n'a pas donné suite.

Bien que la France et Israël [n'aient pas de traité d'extradition bilatéral](#), des extraditions ont lieu.

M. Comte, l'â??avocat de la famille Le Corre, note Ã?galement qu'â??IsraÃ?l est [signataire](#) de la Convention europÃ?enne d'â??extradition.

Selon M. Comte, cela oblige IsraÃ?l Ã? ouvrir un dossier d'â??extradition devant les tribunaux israÃ?liens.

Mais quelque cinq ans aprÃ?s la demande de la France pour le retour de Chelli, Ã? les IsraÃ?liens n'â??ont en aucune faÃ?on mis en Ã?uvre une quelconque procÃ?dure d'â??extradition Ã?», a dÃ?clarÃ? Comte.

Les autoritÃ?s israÃ?liennes Ã? semblent le considÃ?rer comme une sorte d'â??alliÃ? dans leur lutte contre les critiques de la politique israÃ?lienne Ã?», a ajoutÃ? M. Comte.

L'â??avocat reconnaÃ?t que l'â??affaire est Ã? sensible Ã? car elle implique IsraÃ?l. NÃ?anmoins, la France a le devoir d'â??agir.

Ã? Nous aimerions que le gouvernement franÃ?ais oblige les IsraÃ?liens Ã? examiner le cas d'â??extradition Ã?», a dÃ?clarÃ? M. Comte.

Mais la rÃ?alitÃ? politique est que le gouvernement franÃ?ais rÃ?solument pro-israÃ?lien â?? qui [poursuit ses propres citoyens](#) pour avoir soutenu les droits des Palestiniens â?? n'â??a fait aucune dÃ?claration publique soutenant la quÃ?te de justice de la famille Le Corre.

InterrogÃ? sur ce que fait le gouvernement franÃ?ais pour faire pression sur IsraÃ?l, le Comte a rÃ?pondu qu'â??il ne savait pas ce qui se passait Ã? derriÃ?re les rideaux Ã?.

Ã? Il pourrait y avoir des nÃ?gociations, des pressions sur le gouvernement israÃ?lien Ã?», a-t-il dit. Ã? Il se pourrait aussi qu'â??il n'â??y ait aucune pression du tout, et aucune nÃ?gociation sur l'â??extradition de Chelli. Ã?

La seule chose qui soit certaine, c'â??est que cinq ans plus tard, aucun dossier d'â??extradition n'â??a Ã?tÃ? ouvert par IsraÃ?l.

Ã? C'â??est une rÃ?ponse Ã? votre question qui, je pense, est la seule qui vaille la peine Ã?», a dÃ?clarÃ? le Comte.

Le ministÃ?re des Affaires Ã?trangÃ?res Ã? Paris a dÃ?clarÃ? Ã? *Electronic Intifada* : Ã? Nous ne commentons pas les procÃ?dures judiciaires en cours. Ã?

Ã? Fanatiquement, obsessivement pro-IsraÃ?l Ã?

L'â??avocat de Chelli est Gilles-William Goldnadel, qui se dit un â??[ami personnel](#)â?• de Benjamin Netanyahu. (Chelli est lui aussi un [fervent partisan](#) du Premier ministre israÃ?lien).

Goldnadel est dÃ?crit comme Ã? fanatiquement, obsessivement pro-IsraÃ?l Ã? dans un [profil de 1010 du quotidien LibÃ?ration](#).

Ardent dÃ?fenseur de la droite, il dirige Ã?galement sa propre [chaîne de tÃ?lÃ?vision](#) sur Internet consacrÃ?e Ã? la lutte contre ce qu'â??il appelle Ã? l'â??islamo-gauchisme Ã?.

Goldnadel est également bien connu en France : il s'est rendu en Israël en tant qu'invité personnel du président Nicolas Sarkozy en 2008.

En 2010, il a été élu au conseil d'administration du [CRIF](#), le principal organisme communautaire juif de France et groupe de pression pro-israélien, et a passé plusieurs années à ce poste. Les [galas](#) du CRIF [accueillent régulièrement](#) les [présidents français](#).

Il ne fait aucun doute qu'une telle proximité avec des politiciens de haut niveau ne nuirait en rien aux efforts déployés pour repousser une demande d'extradition, dont l'avancement pourrait nécessiter une action politique.

Goldnadel n'a pas répondu à la demande d'interview de *The Electronic Intifada*.

Un refuge pour les criminels

L'affaire Chelli a contribué à la réputation d'Israël en France en tant que refuge pour les criminels, selon un [rapport de mai 2020](#) dans *Libération*.

L'article se concentre sur la recrudescence des escroqueries et des fraudes visant les entreprises françaises, apparemment commises par des citoyens français ayant émigré en Israël.

Les Juifs français qui s'installent en Israël sont encouragés par les organisations sionistes à ont notoirement du mal à s'y intégrer.

Beaucoup [choisissent de rentrer chez eux en France](#).

Selon *Libération*, certains migrants français en Israël sont attirés par l'industrie de la fraude parce qu'ils ont du mal à apprendre l'hébreu et ne veulent pas prendre des emplois légitimes moins bien payés qu'en France.

La fraude des entreprises et des particuliers français leur permet de mettre leurs compétences linguistiques et leur connaissance de la France à profit, de manière malhonnête mais lucrative.

Deux de ces suspects, Fabrice Avraham Benini et Yann Moshe Zouaghi, ont été arrêtés par les autorités israéliennes en avril dernier et sont en attente d'extradition vers la France.

Les enquêteurs affirment que les deux hommes ont escroqué des centaines de milliers de dollars à des entreprises françaises, qu'ils ont ensuite blanchis via plusieurs pays européens.

Selon *Libération*, les arnaqueurs français en Israël profitent maintenant de la pandémie COVID-19 en se faisant passer pour des fournisseurs de médicaments et d'équipements de protection.

Nettoyer l'image d'Israël

Si les fraudeurs existent bien sûr dans tous les pays et concernent toutes les nationalités et religions, le contexte de l'article de *Libération* est important.

La pièce maîtresse de l'article est une interview de « David K. », un attaché de police israélien en poste en France, qui s'est adressé au journal à condition que son nom complet ne

soit pas utilisé.

Libération reconnaît que là une des raisons pour lesquelles le fonctionnaire israélien a accepté de parler au journal à est de combattre l  idée persistante que les criminels trouvent refuge en Israël  .

David K. rappelle consciencieusement l  troite coopération entre les autorités israéliennes et la police en France et dans d  autres pays européens pour sévir contre les escrocs financiers présumés.

En 2019, Israël a [extrad ](#) vers la France un binational accus  d  une autre fraude fiscale majeure, ainsi qu  un complice qui s t tait enfui en Israël plusieurs années auparavant alors qu  il était en permission de sortie d  une prison fran saise.

Cependant, *Libération* observe que à ces dernières années, plusieurs Franco-Israéliens recherchés ou condamnés en France ont donné l  impression de narguer leurs victimes depuis l  état juif à.

Elle en cite deux en particulier : Ulcan   Grégory Chelli à et Gilbert Chikli.

Chikli a été [condamné en mars dernier](#) pour avoir escroqué plusieurs personnes riches et célèbres de dizaines de millions de dollars en se faisant passer pour le politicien de haut rang Jean-Yves Le Drian, actuellement ministre fran sais des Affaires  trang res.

Et on trouve plusieurs autres affaires très médiatisées en dehors du contexte fran sais.

Ce n est que le mois dernier que le ministre israélien de la Justice a [signé un ordre](#) d  extradition de Malka Leifer vers l  Australie pour répondre à des accusations d  abus sexuels sur des enfants.

Cette décision fait suite à une décennie d  efforts déployés par ses accusateurs pour faire rapatrier Leifer, ancienne directrice d  une  cole juive de Melbourne.

Comme là a [noté](#) le *Guardian*, Israël a été à sous pression pour montrer qu  il prend l  affaire au sérieux après des reports répétés de tribunaux, dont plus de 70 audiences, et des allégations d  ingérence aux plus hauts niveaux du gouvernement à.

  A la plage à

Et depuis des décennies, deux des hommes soupçonnés d  avoir perpétré l  attentat à la bombe de Los Angeles de 1985 qui a tué le leader de la communauté arabo-américaine Alex Odeh [vivent ouvertement en Israël](#).

Les assassins présumés d  Odeh étaient membres de la [Jewish Defense League](#), le groupe anti-arabe violent fondé par [Meir Kahane](#), et sont restés impliqués dans l  extrémisme anti-palestinien.

Grégory Chelli était lui aussi [membre](#) de son équivalent fran sais, la Ligue de Défense Juive.

Il se peut, comme le souligne lâ??attachÃ© de police israÃ©lien, que la France et IsraÃ©l coopÃ©rent plus Ã©troitement dans la lutte contre les crimes financiers â?? car les deux parties y voient un intÃ©rÃ©t.

Et si IsraÃ©l peut Ãªtre disposÃ© Ã extrader rapidement des escrocs prÃ©sumÃ©s comme Benini et Zouaghi, en partie pour amÃ©liorer son image internationale, les personnes accusÃ©es de violence politique pour la cause sioniste semblent bÃ©nÃ©ficier dâ??une immunitÃ©.

Â« Il est Ã la plage. Il est protÃ©gÃ© Ã Ashdod Â», dÃ©clare Benoit Le Corre Ã propos de Chelli dans le documentaire de Radio-Canada. Â« Il nâ??a peur de rien. Â»

Mais, pour la famille Le Corre, renoncer Ã la justice nâ??est pas une option.

Que Chelli revienne en France ou quâ??il soit traduit en justice par contumace, Â« ils veulent un procÃ©s Â», a dÃ©clarÃ© lâ??avocat Antoine Comte. Â« Câ??est ce dont ils ont vraiment besoin. Â»

Source : [The Electronic Intifada](#)

Traduction JPB pour lâ??Agence mÃ©dia Palestine

Tags

1. demande la justice
2. famille franÃ§aise
3. Gregory Chelli
4. hackeur
5. informatique
6. internet
7. The electronic intifada
8. Ulcan

date crÃ©Ã©e

2021/01/15